



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

### PREFECTURE

Direction de la Réglementation  
et des Libertés Publiques

Bureau des Élections et de la Réglementation

Affaire suivie par : Mme Sylvie DAVORY

Service Elections

Tél. : 02 37 27 70 54

Fax : 02 37 27 72 57

pref-infos-elections @eure-et-loir.gouv.fr

## ARRÊTÉ N°15-07/5 PORTANT CONVOCATION DU COLLEGE ELECTORAL DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE CHARTRES POUR LE 7 OCTOBRE 2015 ET EVENTUELLEMENT LE 20 OCTOBRE 2015

*Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier de la Légion d'Honneur*

Vu le Code de Commerce ;

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services ;

Vu l'ordonnance n° 2004-328 du 15 avril 2004 relative à l'élection des délégués consulaires et des juges des tribunaux de commerce ;

Vu l'ordonnance n° 2006-673 du 8 juin 2006 portant refonte du code de l'organisation judiciaire et modifiant le code de commerce, le code rural et le code de procédure pénale ;

Vu le décret n° 2005-808 du 18 juillet 2005 relatif à l'élection des juges des tribunaux de commerce ;

Vu la circulaire de Mme la garde des sceaux, ministre de la Justice en date du 19 juin 2015 relative à l'organisation des élections des juges des tribunaux de commerce pour l'année 2015 ;

Considérant que des élections partielles doivent être organisées pour pourvoir six sièges au Tribunal de Commerce de CHARTRES ;

Considérant la liste des membres du collège électoral du Tribunal de Commerce de CHARTRES ;

Considérant les propositions de M. le Président du Tribunal de Commerce de CHARTRES fixant les dates de dépouillement de ces élections ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir,

### ARRÊTÉ

**Article 1er.**- Les dates de dépouillement des élections partielles des membres du Tribunal de Commerce de CHARTRES sont fixées au 7 Octobre 2015 à 14 heures et éventuellement au 20 Octobre 2015 si un second tour est nécessaire à l'effet d'élire six juges pour le Tribunal de Commerce de CHARTRES.



Place de la République - CS 80537 - 28019 Chartres Cedex - Standard : 02 37 27 72 00

Horaires d'ouverture au public : 9h00- 12h30 / 14h00 -16h30 (le vendredi 16h00)

Accueil au guichet le matin de 9h00 à 12h30 et l'après midi sur rendez-vous exclusivement

Pour toute précision, consulter [WWW.EURE-ET-LOIR.GOUV.FR](http://WWW.EURE-ET-LOIR.GOUV.FR) rubrique "Démarches administratives"

Ces juges doivent être élus pour une période qui sera de deux ans pour un premier mandat ou de quatre ans si les intéressés ont déjà exercé auparavant un mandat.

**Article 2.-** Le collège électoral est composé des juges, des délégués consulaires et des anciens membres des tribunaux de commerce qui en font la demande.

**Article 3.-** Les déclarations de candidature seront reçues à la Préfecture (DRLP - Bureau des Elections et de la Réglementation) aux jours et heures d'ouverture des bureaux jusqu'au **jeudi 17 septembre 2015 à 18 heures au plus tard.**

Les déclarations doivent être faites par écrit et signées par les candidats. Elles peuvent être individuelles ou collectives et présentées par les candidats eux-mêmes ou par un mandataire muni d'une procuration écrite.

Chaque candidat devra accompagner sa déclaration de candidature de la copie d'un titre d'identité et d'une déclaration écrite sur l'honneur qu'il remplit les conditions d'éligibilité requises fixées à l'article L 723-4 du code de commerce, qu'il n'est pas frappé de l'une des incapacités, incompatibilités, déchéances ou inéligibilités prévues aux 1° à 4° de l'article L 723-2 et aux articles L 723-5 à L 723-8 du code de commerce, qu'il ne fait pas l'objet d'une mesure de suspension prise en application de l'article L 724-4 du code de commerce et qu'il n'est pas candidat dans un autre tribunal de commerce.

Sous réserve des dispositions de l'article R 723-6 du code de commerce, sont éligibles aux fonctions de juge d'un tribunal de commerce les personnes âgées de trente ans au moins :

- inscrites sur la liste électorale dressée dans le ressort du tribunal de commerce,
- qui remplissent la condition de nationalité prévue à l'article L 2 du code électoral,
- à l'égard desquelles une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire n'a pas été ouverte,
- qui, s'agissant des personnes mentionnées au 1° ou au 2° de l'article L 713-7 du code de commerce, n'appartiennent pas à une société ou à un établissement public ayant fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire,
- qui justifient soit d'une immatriculation pendant les cinq dernières années au moins au registre du commerce et des sociétés, soit de l'exercice, pendant une durée totale cumulée de cinq ans, de l'une des qualités énumérées à l'article L 713-8 du code de commerce ou de l'une des professions énumérées au d du 1° de l'article L 713-7 du même code.

Seuls pourront se présenter au second tour de scrutin, s'il est nécessaire d'y procéder, les candidats ayant fait acte de candidature au premier tour.

**Article 4.-** Les opérations de vote pour l'élection des membres du Tribunal de Commerce de CHARTRES auront lieu uniquement par correspondance.

**Article 5.-** Le préfet adresse aux électeurs le matériel électoral, par correspondance, douze jours, au moins avant la date du dépouillement du premier tour de scrutin, soit le **25 Septembre 2015** au plus tard.

**Article 6.-** Chaque électeur vote à l'aide d'un des bulletins imprimés envoyés par la commission. Il peut cependant en rédiger un lui-même, à condition que le bulletin ne dépasse pas 148mm x 210mm s'il comporte jusqu'à trente noms. Chaque électeur ne met sous enveloppe qu'un seul bulletin. Le nombre des candidats désignés par chaque électeur sur son bulletin doit être égal ou inférieur à celui des juges à élire.

Les suffrages exprimés en faveur des personnes dont la candidature n'a pas été enregistrée et affichée ne sont pas comptés lors du recensement des votes.

Pour chaque tour de scrutin, l'électeur place son bulletin de vote dans l'enveloppe électorale et la place dans l'enveloppe d'envoi prévue pour le tour de scrutin considéré. Il adresse cette 2ème enveloppe, signée, au préfet sous pli fermé avant le 6 octobre 2015 à 18 heures. Le dépouillement aura lieu le 7 octobre 2015 à 14 heures au Tribunal de commerce de CHARTRES.

**Article 7.-** Le préfet dresse une liste des électeurs ayant voté par correspondance. La liste est close la veille du dépouillement du 1er tour de scrutin à 18 heures, soit le 6 octobre 2015 à 18 heures. Les plis parvenus ultérieurement portant mention de la date et l'heure de réception à la préfecture sont conservés par le préfet. La liste est remise avec les enveloppes cachetées contenant les enveloppes électorales au président de la commission électorale avant le début des opérations de dépouillement.

**Article 8.-** Une commission des opérations électorales comprend, outre son président, deux juges d'instance. Ces trois magistrats sont désignés par le premier président de la cour d'appel de Versailles. Le secrétariat de cette commission est assuré par le Greffier du tribunal de commerce.

La commission des opérations électorales se déroulera le 7 octobre 2015 à 14 heures au Greffe du Tribunal de Commerce de CHARTRES.

Cette commission est chargée de veiller à la régularité du scrutin et de proclamer les résultats.

**Article 9.-** La liste d'émargement du vote par correspondance est constituée par la liste des électeurs.

A la clôture du scrutin, le secrétaire de la commission porte sur la liste d'émargement, en face du nom de chaque électeur, la mention "vote par correspondance". Le président de la commission ouvre ensuite chaque pli, énonce publiquement le nom de l'électeur, émarge et place dans une urne l'enveloppe contenant le bulletin de vote pour être dépouillé avec les autres.

Les membres de la commission procèdent au dépouillement des bulletins contenus dans l'urne. Les enveloppes d'acheminement des votes et la liste des électeurs ayant voté par correspondance sont annexées à la liste d'émargement.

**Article 10.-** Les élections des juges des tribunaux de commerce ont lieu au scrutin plurinominal majoritaire à deux tours.

Sont déclarés élus au premier tour les candidats ayant obtenu un nombre de voix au moins égal à la majorité des suffrages exprimés et au quart des électeurs inscrits. Si aucun candidat n'est élu ou s'il reste des sièges à pourvoir, l'élection est acquise au second tour à la majorité relative des suffrages exprimés. Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de voix au second tour, le plus âgé est proclamé élu.

**Article 11.-** Les votes sont recensés par la commission des opérations électorales. Les résultats sont proclamés publiquement par le président de cette commission. La liste des candidats élus, établie dans l'ordre décroissant du nombre de voix obtenu par chacun d'entre eux, est immédiatement affichée au greffe du tribunal de commerce.

Le procès-verbal des opérations électorales est dressé en trois exemplaires revêtus de la signature des membres de la commission des opérations électorales. Le premier exemplaire est adressé au Procureur général, le deuxième au Préfet et le troisième est conservé au greffe du tribunal de commerce.

La liste d'émargement signée par le président de la commission des opérations électorales demeure déposée pendant huit jours au greffe du tribunal de commerce où elle est communiquée à tout électeur qui en fait la demande.

**Article 12.-** Dans les huit jours à compter de la proclamation des résultats, tout électeur peut contester la régularité des opérations électorales devant le tribunal d'instance dans le ressort duquel se trouve situé le siège du tribunal de commerce.

Le recours est également ouvert au Préfet et au Procureur de la République qui peuvent l'exercer dans un délai de quinze jours à compter de la réception du procès-verbal mentionné à l'article 11 susvisé.

Dans les dix jours du recours, le tribunal d'instance statue sans formalité, sans frais et sur simple avertissement donné trois jours à l'avance à toutes les parties en cause.

Le pourvoi en cassation est formé et instruit dans les conditions fixées aux articles 999 à 1008 du nouveau code de procédure civile.

**Article 13.**- M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure et Loir, M. le Président du Tribunal de Commerce de CHARTRES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture. Un exemplaire sera également affiché pendant la tenue de la commission des opérations électorales.

Fait à Chartres, le 16 JUIL 2015

Le Préfet,  
Pour le Préfet empêché,  
Par déléation,  
Le Sous-Préfet,

  
Frédéric ROSE